

## « De L'arrivée Des Troupes Etrangères Et Le Défis Sécuritaire En République Démocratique Du Congo »

Par Muhindo Kasereka Elie ,

Assistant A L'institut Supérieur De Commerce De Butembo « Isc/Butembo » Et

Kahindo Mbakulirahi

Evérine, Chercheuse Indépendante En Rdc.

### Résumé

*S'il existe un Etat qui vit dans une situation sociale ignominieuse c'est bien la République Démocratique du Congo. Le pays est immense. Sa superficie est équivalente à celle de toute l'Europe occidentale soit 4 fois plus grand que la France et 80 fois plus grand que la Belgique, son ancienne métropole. Le pays est d'une superficie légèrement inférieure au quart des Etats Unis d'Amérique.*

*Si la superficie était le seul facteur de puissance alors la RDC serait l'un des Etats les plus puissants de la planète. L'ataraxie dans laquelle patauge le plus grand Etat de l'Afrique subsaharienne prouve en suffisance que le facteur de puissance est à rechercher ailleurs.*

*Les maux extirpés ailleurs dans le monde se sont donnés un rendez-vous de référence en RDC, ce qui place le pays parmi non seulement les plus pauvres mais aussi les plus malheureux de la planète terre.*

*L'histoire immédiate de ce scandale géologique fait remarquer que le passage du Zaïre en République Démocratique du Congo semble conjecturer un Etat incapable de se confirmer comme Etat, ce qui place exactement le pays en situation de non Etat.*

*Pourquoi en est-on arrivé là ?*

*L'invasion du pays en 1996 par l'AFDL n'est pas restée sans conséquence. Elle a contribué largement à l'expansion de l'empire Hima Tutsi en Afrique centrale. Ainsi, célébré la date du 17 Mai 1997 comme une journée de libération de la RDC puisque l'AFDL s'est emparée du pouvoir à Kinshasa est une fatalité. C'est en réalité une victoire des Tutsis sur les bantous mieux encore une victoire des étrangers sur les ayants droit. C'est aussi le début du malheur du peuple congolais.*

*Les conspirateurs de la RDC ont profité de cette alliance occasionnelle et hétéroclite pour infiltrer la quasi-totalité des institutions de la République y-compris l'armée et les renseignements. Et ce sont ces infiltrés artisans de la violence qui colportent l'insécurité au pays.*

*Pour essayer de juguler la crise qui n'a que trop duré et c'est d'ailleurs une promesse de campagne électorale en 2018, le président de la République a invité les troupes étrangères sur le sol congolais. C'est ainsi que notre question principale est celle de savoir si ces troupes ont-elles relevées le défis sécuritaire qui se pose avec beaucoup de stridence dans notre pays.*

**Mots-clés :** *insécurité, troupes étrangères, réalisme, tutsi power, etc.*

Date of Submission: 04-12-2023

Date of Acceptance: 14-12-2023

### I. Introduction

C'est un secret de polichinelle. Depuis la chute spectaculaire du président Mobutu (que l'on surnommait le « le roi du Zaïre ») en 1997, la République Démocratique du Congo est entrée dans la phase de l'incapacité de se défendre contre toute menace extérieure.

Tout d'abord, l'après Mobutu est caractérisé par la dollarisation accrue de l'économie qui à son tour enclenche la dépréciation des francs congolais, l'instabilité politique et sécuritaire et corollaire.

A l'époque du président Mobutu, le pays était quand même l'un de plus respectés de l'Afrique et pourquoi pas du monde !

Le Zaïre devenu la République Démocratique du Congo depuis 1997 était le gendarme de la sécurité de l'Afrique centrale. Le pays avait une main- mise sur le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, l'Angola et j'en passe.

Le pays disposait de l'une des armées les plus puissantes et les plus respectées de l'Afrique et jouissait d'une certaine notoriété diplomatique.

Qui ignore que c'est l'armée Zaïroise qui a accompagné Idriss Déby dans sa rébellion contre Goukouni Weddeye au Tchad entre 1980 et 1984 ? Ce n'était pas tout, en 1990 Idriss Déby s'appuie sur l'armée zaïroise pour chasser le dictateur Hissene Habre du pouvoir. De même le président Mobutu a joué un rôle clef dans la prise du pouvoir en Ouganda par Id Amin Dada en 1971,...

Aujourd'hui, certaines gens estiment que le pays est victime du poids dont il a jouit dans le passé.

Il est clair que le pays est victime d'une sorte de vengeance. Les pays qui ont été maintenu pendant pas mal d'années dans la bassesse prouvent à la fesse du monde qu'eux aussi sont capables de tenir à la traine un Etat d'une superficie d'un continent soit 2.345.410 km<sup>2</sup>. Depuis bientôt Trois décennies, le pouvoir de l'Etat est en déliquescence. Le pays est non seulement ruiné par la corruption, l'endettement mais aussi il ne peut pas faire face à une agression, à une rébellion, voire même une milice. Conséquence, chaque ethnie (surtout à l'Est du pays) dispose d'une milice dans le cadre de l'autodéfense populaire. Et ceux qui entretiennent ces milices-là parlent « *d'une légitime défense* » là où l'armée n'est pas capable de sécuriser efficacement la population civile.

A côté des milices, nous avons des rébellions qui opèrent ici et là mais ce qui est époustouflant c'est que c'est la population qui en payent des lourds tributs un peu comme qui dirait « *là où Deux éléphants se battent c'est l'herbe qui en tombe victime* ».

Les rébellions qui endeuilent tristement le Congo sont parfois étrangères. Lorsqu'elles sont locales, elles sont téléguidées par les étrangers. C'est le cas du M23 qui insécurise le territoire de Rutshuru, ADF qui opère en territoire de Beni au Nord Kivu et dans une partie de la province de l'Ituri, CODECO et Zaïre qui sèment terreur et désolation en territoire d'Irumu, ville de Bunia et dans beaucoup d'autres contrées de la province de l'Ituri.

La principale conséquence de ces rébellions c'est qu'il y a enlèvement de la situation sécuritaire au pays surtout que l'armée n'est pas à la hauteur de protéger l'intégrité territoriale. Ainsi, l'exécutif congolais conscient de l'incapacité de son armée et peut être de son infiltration recourt à des forces étrangères. C'est ce qui a suscité en nous le goût de savoir si la situation sécuritaire s'est-elle améliorée avec l'arrivée des forces de plus dans le secteur de la défense.

Dans sa squelette, l'article gravite sur deux points, excepté l'introduction et la conclusion : esquisse sur les troupes étrangères ; M23 et ADF ; les dix questions administrées aux étudiants de l'ISC /Butembo et l'interprétation des résultats.

## II. Esquisse sur les troupes étrangères ; M23 et ADF

Ce qu'il faut a priori souligner c'est que notre étude a pour mission de relayer les points de vue des étudiants de l'Institut Supérieur de Commerce de Butembo au sujet du rôle joué par les troupes étrangères dans la recherche de la paix en R.D.C..

Nous soulignerons aussi avec amertume le fait que l'armée régulière de la République Démocratique du Congo soit dans l'impossibilité de faire face à une agression, voire même à un simple bruit de botte. C'est une très mauvaise particularité pour la RDC puisque n'importe qui peut venir s'aventurer sur son sol sans qu'il ne s'attende à une riposte encore moins à un châtement.

Il n'est pas moins important de souligner que les troupes étrangères qui opèrent sur le territoire congolais sont de deux types : les unes sont issues des Organisations Internationales à vocation universelle et / ou sous -régionales et les autres sont des armées régulières des Etats invitées par le gouvernement congolais.

S'agissant des troupes issues des Organisations Internationales, nous en voyons ici celles des nations unies et celles de l'EAC alors que pour les armées régulières des pays, nous braquons notre coup de projecteur sur UPDF, l'armée régulière de l'Ouganda. Ici, nous ne prenons en compte que les troupes qui sont sur terrain au moment de la rédaction du présent article (l'histoire immédiate de notre pays renseigne que les autres armées dont celles de la SADC ont été invitées dans le passé).

### Les troupes de l'Organisation des Nations Unies

L'ONU s'est toujours préoccupée (du moins en théorie) de la situation sécuritaire prévalant en République Démocratique du Congo. Par exemple, déjà en 1960, lorsque le pays se libérait de l'emprise coloniale belge et qu'il était en proie aux sécessions, les nations unies étaient présentes au pays. La mission à l'époque s'appelait « Organisation des Nations Unies au Congo » ONUC en abrégé. Ce sont les casques bleus sous mandat de l'ONUC et notamment de nationalité ghanéenne qui ont tenté de sauver la vie à Emery Patrice Lumumba (premier Premier Ministre congolais mort assassiné le 17/01/1961 par la Belgique, les USA et d'autres puissances impérialistes) lorsqu'il était recherché. Cette mission avait fermé et a quitté le pays.

Mais l'histoire se répète ! A nos jours, l'ONU est revenue au pays sous un autre format. Aujourd'hui, nous avons ce que l'on appelle l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo « MONUSCO ». Cette MONUSCO est la forme innovée de ce qui s'appelait hier la Mission des Nations Unies au Congo « MONUC ».

Qu'il s'agisse de la MONUSCO ou de la MONUC, le bilan sur terrain est plus que mitigé.

Ce que l'on sait c'est que les nations unies avaient été invités depuis le 30 Novembre 1999 par l'ancien président de la RDC, Mzee Laurent Désiré Kabila qui se surnommait « *le soldat du peuple* » (ce président de même était mort assassiné le 16/01/2001).

Depuis lors, la MONUSCO reste la mission la plus importante de l'Organisation Internationale depuis sa création en 1945. Ses effectifs s'élevaient en 20 000 hommes avant sa révision à la baisse sous pression de Kinshasa.

La MONUC devenue MONUSCO avait pour mission d'accompagner le pays vers la réunification puisque déchiré par des guerres et des rébellions depuis bien avant 1996.

Au sujet de la guerre en RDC, le professeur NGOUWAY KPALAINGU KADONY de l'Université de Lubumbashi en RDC écrivait : « *certaines Etats s'affrontent entre eux sur une terre africaine. La crise congolaise a offert ce spectacle au monde, quand le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie se sont groupés pour affronter le Rwanda et l'Ouganda sur le territoire congolais. Tous ces intervenants se sont livrés sans pitié au pillage des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo* (NGUWAY KPALAINGU KADONY, 2007). Un spectacle similaire ne l'a-t-on pas vécu entre le 5 et le 10 Juin 2000 lorsque les armées régulières de l'Ouganda et du Rwanda se sont affrontées en pleine ville de Kisangani en RDC ?

Le pays était presque balkanisé puisque divisé en Quatre parties : le pays était compartimenté entre le RCD/Goma (Adolphe ONUSUMBA YEMBA), le RCD-N (Roger LUMBALA), le MLC (Jean Pierre Bemba Gombo) et le gouvernement de Kinshasa dirigé par le président Laurent DESIRE KABILA qui sera remplacé par Joseph KABILA après son assassinat crapuleux en 2001.

Dans le contexte qui est celui-ci, la MONUC devenue MONUSCO avait pour rôle d'accompagner le pays vers la réunification. Une fois cet objectif atteint, les Nations Unies devaient virer vers la stabilisation des institutions et la sécurisation du pays.

La présence de la MONUSCO qui est une mission internationale n'a pas empêchée l'intervention d'une autre mission internationale.

### **Les troupes de l'EAC**

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est « EAC » en abrégé est invitée en RDC en vue d'apporter son expertise dans la sécurisation d'un Etat qui ne peut nullement compter sur son armée pour libérer le pays.

Elle est composée des Etats comme le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Soudan du Sud, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie, etc.

Tout comme celles de l'ONU, les troupes de l'EAC ont été invitées par le gouvernement congolais. Elles sont arrivées en RDC en Janvier 2023.

Le principal objectif pour lequel les troupes de l'EAC sont invitées était de combattre le M23 selon le gouvernement congolais. Malheureusement, cette force dès son arrivée a déclaré ne pas être venue combattre le M23 mais plutôt occuper les zones que la rébellion libèrerait. En effet, le processus de Loanda obligeait le M23 de se retirer des zones occupées. Déjà dès le départ, invitants et invités ne dansent pas sur la même longueur d'ondes. Il y a lieu de s'interroger donc sur l'efficacité du travail que l'organisation abattra dans les jours à venir.

Poursuivant toujours avec son aveu d'échec et peut être conscient de l'échec des Organisations Internationales, la RDC se tourne vers un pays voisin. Elle invite les troupes ougandaises de venir combattre les ADF.

### **L'arrivée de UPDF**

UPDF est le nom de l'armée régulière de l'Ouganda qui a été invité en vue de combattre les ADF, les responsables de plus de 15000 morts (Tembo YOTAMA et MBENZE YOTAMA2, 2022), des personnes sauvagement égorgées en provinces du Nord Kivu et de l'Ituri.

Alors que les Deux provinces sont toutes placées sous état de siège, l'armée ougandaise est arrivée au pays depuis le 30/11/2021 soit près de Sept Mois après l'instauration de l'état de siège.

Pour une petite histoire, ce n'est pas pour la première fois que l'Ouganda intervient en RDC. Elle est venue comme non invitée entre 1996-2001 mais aujourd'hui, elle est l'invité du gouvernement congolais. La mémoire collective des congolaises et congolais ne peut pas se permettre d'oublier que l'Ouganda, dirigée d'une main de fêrule par le dictateur Yoweri MUSEVENI depuis 1986, a fourni des troupes à l'AFDL pour chasser Mobutu du pouvoir. L'Ouganda a tout de même fourni des hommes de troupe au RCD pour tenter de chasser Laurent Désiré Kabila du pouvoir lorsqu'il venait de couper le cordon ombilical avec ceux qui venaient de le placer à la tête du pays un peu plus tôt.

A leur passage, on a dénoncé les violations manifestes des droits de l'homme.

Plus tiquant encore, les troupes ougandaises et rwandaises se sont affrontées dans la ville de Kisangani entre le 5 et le 10 Juin 2000. Cette guerre dite de six jours a fait des victimes innocentes que les congolais continuent de pleurer jusqu'aujourd'hui. L'on parle de plus de 1 000 morts et de plus de 3 000 blessés sans compter les énormes dégâts matériels (XXX, 2019). Ces affrontements ont surpris plus d'un congolais puisqu'il s'agit des armées régulières non invitées.

C'est pourquoi, lorsque la population a appris l'arrivée des troupes ougandaises, elle n'a pas applaudi. Elle était plutôt frustrée. Elle se demandait si par quel miracle un ennemi d'hier peut-il se transformer en ami d'aujourd'hui. Pour la population, c'est un peu comme qui demanderait à un violeur de prendre pour mariage sa propre victime. Dans cette conditionnalité-là, il est plus que claire que le bourreau se comportera toujours en bourreau et victimisera la victime davantage.

Et justement, ce comportement n'a pas tardé de se manifester. Alors que l'Ouganda est présente au pays sous une double casquette, comme UPDF et comme faisant partie des troupes de l'EAC, l'Ouganda a été accusé récemment par le gouvernement congolais d'avoir épaulé et faciliter le M23 de s'emparer de la cité de Bunagana. En effet, Bunagana est situé en RDC mais à l'intersection entre le Rwanda et l'Ouganda. Les troupes du M23 seraient parti de l'Ouganda pour s'emparer de Bunagana. L'Ouganda a autorisé les rebelles d'opérer à partir de son sol. C'est une ambivalence dans les agissements de l'Ouganda qui semble se confirmer dans la lutte contre les ADF au Nord Est du pays. Cette dualité de l'Ouganda n'a pas manqué d'être dénoncé par l'exécutif et le législatif congolais. L'Ouganda souffle le chaud et le froid. Aujourd'hui (en Octobre 2023), le pays de MUSEVENI est accusé d'avoir déplacé la borne en agrandissant son territoire du côté de Bunagana. Et à un observateur indépendant de s'interroger si l'Ouganda est un pays ami ou ennemi ? Et si la population n'a pas manifesté dans la rue lorsque l'Ouganda est entrée pour combattre les ADF c'est puisqu'elle manquait sur quel saint se vouer. Elle en a marre avec le massacre et a retiré sa confiance dans l'armée loyaliste accusée parfois de favoriser le massacre. A situation désespérée, solution désespérée.

Alors que l'on n'a pas fini à en découdre avec les ADF en territoire de Beni, Irumu et Ituri, le M23 soutenu par le Rwanda renaît de ses cendres.

### **Le M23, quid ?**

Le mouvement du 23 Mars, également appelé M23, est un groupe créé à la suite de la guerre du Kivu. Il est composé d'ex-rebelles du CNDP réintégré dans l'armée congolaise de suite d'un accord de paix signé le 23 Mars 2009, car les membres considèrent que le gouvernement congolais n'a pas respecté les modalités de celui-ci.

Quelle est l'origine du M23 ?

Après l'arrestation de l'insurgé Laurent N'KUNDA BATWARE en Janvier 2009, un traité de paix était conclu le 23 Mars 2009 entre le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) et le gouvernement congolais. L'accord prévoyait la libération des prisonniers, la transformation du CNDP en parti politique, le retour des réfugiés se trouvant dans les pays limitrophes de la RDC et dont ceux issus en grande majorité des rebelles, l'intégration des civils, membres du CNDP au sein des institutions gouvernementales ainsi que l'intégration du CNDP dans l'armée congolaise.

Ces nouveaux venus sont restés comme une bille dans le ventre du boa. Ils sont restés fidèles à leur maître et Kagame a encaissé encore un autre but. C'est fut une autre erreur gravissime comme celle commise par le gouvernement à l'époque du RCD/Goma et alliés.

Les ex-militaires du CNDP ont été soupçonné d'abuser de leurs positions militaires dans l'armée pour contrôler le trafic des minerais (Global witness, 2012), ce qui a conduit le gouvernement congolais à muter les militaires issus du CNDP dans d'autres régions de la RDC. Estimant que ceux-ci violaient les accords du 23 Mars, ils se sont mutinés en Avril 2012 (Mélanie Gouby, 2012).

Le 6 Mai 2012, les mutins dirigés par le colonel Sultan MAKENGA créaient le Mouvement du 23 Mars ou M23, en référence de la date de l'accord (Belga news, 2012).

Dès la parution du M23 en 2012, plusieurs rapports des nations unies et ceux des ONG ont pointé d'un doigt accusateur le Rwanda dans son soutien au M23. Chaque fois que l'on veut châtier les membres du M23 pour des crimes commis, ils crient à un acharnement contre toute une ethnie. Ils crient à tort au tribalisme pour essayer de s'attirer la sympathie de la communauté internationale, une communauté internationale déjà complaisante versatile. Il fait croire au monde entier que c'est une minorité qui est persécutée alors qu'en réalité c'est une bande d'assassins.

Ces accusations ne font aucun doute puisque le M23, pour essayer de se camoufler se fait passer pour une rébellion des rwandophones alors qu'en réalité ce sont des hommes envoyés par Monsieur Kagame dans le seul but avoué de nuire au peuple congolais. Autrement dit, il s'agit d'une faction incrustée dans les forces de sécurité de la RDC par Kigali en vue d'avoir un œil regardant au sein de nos forces de défense.

L'on en veut pour preuve, le rapport du conseil de sécurité des nations unies. Ce rapport montrait en 2012 que le M23 bénéficiait d'un soutien important militaire, financier et politique de la part des membres haut placés du gouvernement rwandais, y-compris du ministre de défense du Rwanda (l'ONU, 2004) : assistance directe à la création du M23 à partir du Rwanda, recrutement effectué par les forces rwandaises de défense pour le compte du M23, appui logistique des forces rwandaises de défense au M23 ; implication directe des responsables rwandais de haut rang dans la mobilisation de l'appui au M23, appui directe fourni au M23 par des unités des forces rwandaises de défense lors d'opérations en RDC, soutien au M23 par des officiels rwandais ;

soutien du Rwanda à des groupes armés et à des mutineries liées au M23, soutien du Rwanda à des personnes visées par des sanctions, notamment le général Bosco N'taganda (Il était général dans l'armée congolaise mais un caporal dans RDF :Il s'est rendu à l'ambassade des USA au Rwanda . L'ambassade l'a transféré à la Haye où il a été condamné pour des crimes de guerre perpétrés en Ituri en RDC).

L'ONG américaine, Human Rights Watch stupéfaite des agissements rwandais déclare : « *certaines autorités rwandaises pourraient être considérés comme complices des crimes de guerre en raison de l'appui militaire continu qu'elles apportent aux forces du M23* » (Human Rights Watch, 2012).

Le M23 pourtant défaite militairement par la brigade d'intervention de la MONUSCO et une unité des FARDC conduite par le colonel MAMADOU NDALA en 2013 renaît de ses cendres vers la fin de l'exercice 2022. Sa résurgence près de dix ans après sa défaite paraît comme puérile puisque les congolais s'y attendaient le moins. Mais lorsque l'ennemi prend d'assaut la cité de Bunagana le 15/06/2022 c'est alors que les congolais comprennent que la chose est sérieuse. La tombée de Bunagana en Juin 2022 fut considérée comme une goutte de plus dans un vase déjà bien rempli des relations congolo-rwandaises. Il s'agit bien évidemment d'une pilule amère que Kinshasa ne peut digérer facilement.

Sur le plan juridique, le M23 a tort de réclamer l'application ou non de ses accords puisqu'il n'était pas signé entre lui et le gouvernement congolais. L'accord était conclu entre le CNDP et le gouvernement congolais. Tout ce que nous savons c'est que le CNDP et le M23 sont une fabrication du Rwanda. Et la réclamation du M23 selon laquelle les accords du 23 Mars n'ont pas été respectés par le gouvernement congolais est une preuve de plus que le Rwanda est l'instigateur des rébellions tutsi en République Démocratique du Congo. Une autre preuve que le Rwanda de Paul Kagame est le responsable au premier chef de l'insécurité en RDC c'est le discours que le président a tenu dernièrement dans une université au Bénin. Les dernières envolées médiatiques du président Kagame en visite au Bénin le 15 Avril 2023 stipulaient brièvement : « ... à ce qui concerne le M23 et toutes les personnes liées au M23, les congolais qui ont bénéficié de l'héritage rwandais, les frontières qui ont été battues durant la période coloniale ont divisé nos peuples. Il y a une partie du Rwanda qui a été donné à l'Est du Congo, le Sud à l'Ouganda, ... » (xxx, 2023). Il s'agit ici d'un discours syncopé prononcé par le président de la République du Rwanda, un président aux allures belliqueusement expansionnistes. On le sait, c'est la conférence de Berlin de 1885 qui a fixé les frontières des Etats africains. Les propos sont plus qu'ahurissant puisque les frontières des Etats africains ont été tracé sans les africains. Ce sont les 14 puissances convoquées par le chancelier allemand Otto Von Bismarck qui ont partagé l'Afrique. Et aujourd'hui si quelqu'un rêve encore cela c'est qu'il est prisonnier de l'histoire et réclame tout simplement Berlin II. Et ces propos rentrent dans la rhétorique ordinaire des Tutsis : ils sont habitués au mensonge pour essayer de brouiller l'information au sujet de la crise en RDC. Il a échappé à la vraie question pour se plonger comme d'habitude dans la supercherie, voire même, un mensonge adverse. Il répondait à une question d'un journaliste d'Associated Press au sujet de son soutien au M23. Il a préféré détaillé mensongèrement l'origine du conflit que de répondre à la vraie question du journaliste. Il est donc impérieux de rappeler aux congolais que les autres se servent du mensonge pour faire prévaloir leurs idéaux sur la scène internationale. Au sujet de la RDC, le Rwanda utilise une seule arme « *la diplomatie du mensonge* ». C'est au nom de cette diplomatie de facette que l'on crache sur les 8 ou 10 millions des morts occasionnés par le régime Tutsi.

Les propos balivernes tenus par l'homme fort du Rwanda n'ont pas laissé indifférent l'exécutif congolais.

Pour le gouvernement de la République Démocratique du Congo, a indiqué Patrique Muyaya (porte-parole du gouvernement), le président Kagame a transgressé l'histoire et a choisi délibérément de travestir l'histoire : « *Ce qu'il n'a pas dit et ce qu'il aurait dû dire, ce que c'est lui qui est à la base et la cause de tous les problèmes que nous avons à l'Est du pays depuis plus de 20 ans* ».

Aujourd'hui, les congolais sont de plus en plus persuadés que la vraie réalité n'a pas été révélée en 2013 au sujet du groupe rebelle. Il eût tout simplement des compromis à l'issue des négociations fallacieuses initiées par leurs mentors qui étaient placés au pouvoir à Kinshasa. Après tout, les loups ne se mangent pas entre eux. Et le régime de Kinshasa mené par Joseph Kabila dont sa nationalité congolaise est sujet de controverse était accusé de soutenir des rébellions à l'Est du pays. Et pour preuve, la plupart des accords de paix signés avec des insurgés et /ou des agresseurs donnaient plus d'avantages aux rebelles qu'aux institutions de la République et au peuple congolais. Ex : Lors de la signature des fameux accords du 23 Mars 2009, une clause dit clairement que certains hommes politiques issus de la rébellion doivent être intégrer dans les institutions de la RDC ; les militaires doivent intégrer les forces armées loyalistes avec leur grades. L'on pensait que cela avait été accepté au nom de la paix mais l'on a compris plus tard que certains membres du gouvernement roulaient pour le compte du CNDP. Et aujourd'hui, les congolais en payent les ponts cassés. N'avez-vous pas vu le député national du nom de Edouard MWANGACHUCHU âgé de 70 ans être arrêté puisqu'accuser d'être la machine financière du M23 ? Un Monsieur qui siégeait au parlement et on le confondait à un congolais alors que c'est un rwandais déguisé ; une haute cour militaire siégeant à Kinshasa vient de le condamner à mort ce Vendredi, 06 Octobre 2023. La peine capitale n'étant plus appliquée en RDC depuis 20 ans, sa peine a été commuée en prison

à perpétuité. De même, le « Général Bosco » N'taganda, lors de son procès à la Haye, avait préféré s'exprimer en Kinyarwanda à lieu et place d'une langue ou d'un dialecte congolais. Et la cour lui a cherchée un interprète. Ceci est un message fort aux congolais qui devront comprendre jusqu'à quel degré ils sont infiltrés. Il y a des individus dans les institutions de la République qui se disent congolais alors qu'ils ne le sont pas. On ne les constate que par les œuvres qu'ils posent. Lorsque nous interrogeons l'histoire de la RDC, le colonisateur belge n'a pas repéré en un seul endroit de la RDC, un dialecte dit Kinyarwanda. Ce dialecte n'a été localisé qu'au Ruanda-Urundi.

Nous avons assisté au même spectacle lorsque Laurent N'kunda Batware Mihigo est arrêté en 2009. Après avoir insécurisé le Nord Kivu à travers le CNDP, lors de son arrestation, la MONUC a parlé d'un Rwandais alors que le Rwanda a parlé d'un congolais arrêté. Depuis 2009, le Rwanda n'a jamais extradé ni organisé un procès à l'encontre de cet insurgé. Ce qui fait que l'insurgé était en mission de service en RDC. Et quelqu'un qui a réalisé fidèlement sa mission ne doit pas être extradé ni trainé devant la justice. Plus ahurissant encore, Monsieur Laurent N'kunda Batware fut un sergent major dans l'armée rwandaise (RDF) alors qu'il était un « général » (avant sa déchéance en 2005) dans l'armée de la RDC (FARDC). Pour cette question, Kigali joue au malin. Pendant que ce Monsieur mettait à feu et à sang le territoire de Rutshuru en RDC, le Rwanda parlait d'un problème congolo-congolais. Mais aujourd'hui 14 ans après son arrestation, nous nous interrogeons si pourquoi le régime de Kigali n'a toujours pas extradé « un congolais » en vue qu'il soit déféré devant la justice et c'est au nom du principe de la territorialité de la loi. Comprenez encore là que le mensonge a été utilisé pour tromper la vigilance des uns et des autres.

Les congolais devraient pouvoir ouvrir grandement les yeux car la patrie est danger. Elle est menacée d'extinction. Il y a des individus qui sont venus de l'autre côté de la frontière qui cherchent coûte que coûte obtenir la nationalité congolaise par n'importe quelle voie et quel prix. Ce sont des gens, qui parfois lorsqu'ils arrivent sur la colline de Mulenge, s'appellent banyamulenge ; lorsqu'ils sont dans la chefferie de Bwisha, s'appellent banyabwisha. Dans cette même perspective, nous avons vu des inconnus migrés vers Boga en province de l'Ituri et il ne sera pas étonnant d'entendre parler des banyaboga dans les tous prochains jours.

La nationalité est plus que l'une des questions les plus polémiquées en République Démocratique du Congo. Et l'on se demande si le fait de s'installer sur une contrée quelconque de la RDC est-ce un quitus pour acquérir la nationalité. Et si telle en est le cas alors un congolais qui passerait quelques Mois seulement en Inde, on l'appellerait un indien. Loin de là !

En Août 2022, un rapport de l'ONU confirme le lien entre le M23 et le Rwanda (ONU, 2022).

Le rapport de l'institution internationale ne fait que corroborer ce que Kinshasa dénonçait d'ores et déjà. En effet, le 25 Juin 2022, le président TSHISEKEDI venait d'accuser le Rwanda de soutenir le M23. Il appelait, par ricochet, l'ONU de prendre un barème des sanctions à imposer au Rwanda qu'il qualifiait d'agresseur.

Ce soutien rwandais au M23 est aussi dénoncé par des chercheurs de haut calibre, à l'instar de Charles ONANA : « ... à vrai dire, nous disposons des preuves suffisantes sur ce que fait le Rwanda dans cette région. Mais à ce jour, aucune sanction n'a été posée pour arrêter la guerre et le pillage des ressources naturelles en RDC : au final, le conseil de sécurité n'a adopté aucune sanction à l'encontre des pilleurs. Plusieurs années après rien n'a changé » (Charles ONANA, 2009).

Le M23 est un acteur-clef dans la déshumanisation des congolais. Il est le responsable de pas mal de maux qui rongent la société congolaise.

Le M23 est accusé d'avoir perpétré un massacre. Un massacre commis fin Novembre 2022 dans Deux localités de l'Est de la RDC. Ce massacre a fait 171 victimes parmi les civils. C'est le bilan communiqué par le bureau des droits de l'homme des nations unies installé au pays. Les ONG de défense des droits de l'homme situent le nombre des morts entre 30 et 50 tandis que le mouvement rebelle parle de Huit personnes mortes.

La plupart des victimes de cette boucherie humaine était assommée dans une église des adventistes du septième jour située à Kishishe.

Ce massacre avait estomaqué le gouvernement congolais à telle enseigne que le président de la République a dépêché une délégation à la CPI pour l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement congolais soupçonnait le M23 des crimes contre l'humanité. C'est Rose Mutombo, actuelle ministre de la justice qui a été mandaté en Avril 2023 pour solliciter la répression des crimes commis par la coalition M23-RDF (RFI, 2023, 5h30'). Cette requête était soumise en Avril 2023 alors que l'on envisageait l'arrivée du procureur de la CPI le Mois suivant. KARIM KANE était arrivé à Kinshasa le 28 Mai 2023 et s'est rendu dans les zones en conflits dont celles occupées par le M23.

Dans la nuit du Lundi au Mardi, 10 Octobre 2023, le M23 vient de commettre un autre massacre. Dans un communiqué publié ce jour, le lieutenant-colonel Kaiko Guillaume note que ces rebelles ont soupçonné les victimes parmi lesquelles des responsables des villages d'être de connivence avec des jeunes résistants locaux dits « wazalendo » qui les combattent depuis quelques jours. Ce énième massacre qui a coûté la vie à Sept civils en groupement de Kisigari est de nouveau condamné par le gouvernement congolais.

Il semble que le motif principal de l'activisme militaire rwandais dans la région soit de permettre une captation des richesses minières régionales, notamment le coltan (Le monde, 2023).

En titre conclusif, nous disons que le M23 est la forme innovée du CNDP, le CNDP est la forme révisée du RCD/Goma, une marionnette de Kigali. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, tous les mouvements rebelles de tendance tutsi réclament la même chose.

Et l'on passe d'une rébellion étrangère à une rébellion étrangère

ADF, quid ?

A l'origine, les ADF sont une coalition des groupes armés ougandais, dont le plus important était composé des musulmans, opposés au régime du président Yoweri MUSEVENI. Ils sont installés depuis 1995 sur le versant congolais des monts Ruwenzori, où ils ont fait souche.

La question d'appartenance des ADF à la galaxie djihadiste divise les experts.

Un cap a été franchi en Avril 2019. Depuis cette date, certaines attaques des ADF sont revendiquées par l'Organisation Etat Islamique, via ses canaux habituels de communication sur les réseaux sociaux, qui désigne le groupe comme sa « province d'Afrique centrale » (ISCAP en Anglais).

Le 11 Mars 2022, les USA ont placé les ADF parmi les « groupes terroristes » affiliés aux djihadistes de l'E.I.

Dans Deux revendications écrites diffusées fin Mai 2022, des combattants rebelles reprennent sur leur compte la rhétorique djihadiste la plus classique, disant vouloir cibler les « croisés ».

Des témoignages d'anciens otages des ADF, il ressort que les règles appliquées parmi eux sont strictes : port obligatoire du voile pour les femmes, main coupée en cas de vol, bastonnades publiques en cas des relations sexuelles hors mariage, prières plusieurs fois par jour, cris au nom d'Allah avant des assauts.

Le 22 Septembre 2022, un jordanien présenté comme formateur des ADF a été arrêté par l'armée congolaise sur un axe routier dangereux du territoire de Beni.

Malgré les mesures arrêtées par le gouvernement congolais pour contrer les actions des ADF, le massacre va bon train. Un seul doigt ne peut pas tuer le pou, dit-on. C'est au nom de ce principe que le gouvernement congolais a décidé de conjurer avec l'Ouganda pour étouffer ADF.

UPDF

Uganda People's Defense Force soit la Force de Défense du Peuple Ougandais arrive au pays en Novembre 2021 sur invitation du président de la République. Les quelques 1700 soldats ougandais arrivent au pays le 30/11/2021 alors que les Deux provinces de l'Est (Nord Kivu et Ituri) sont sous état de siège. UPDF vient combattre ADF, une milice islamiste d'origine ougandaise basée depuis de nombreuses années dans l'Est de la RDC et actuellement, le groupe le plus virulent de la région.

Le choix de l'Ouganda pour combattre ADF n'est pas un fait fortuit. Ce qu'il faudrait savoir c'est que les Ougandais connaissent très bien les ADF. Ils sont les leurs. Ils parlent la même langue et ont les mêmes origines. L'Ouganda connaît les bases opérationnelles des ADF et maîtrise leurs modes opératoires.

Depuis la présence de UPDF sur le sol congolais, les autorités ougandaises dressent un bilan positif.

Libération d'otages, saisies d'armes, capture des matériels d'endoctrinement, ou encore prise d'un camp ennemi au cœur de l'épaisse forêt congolaise, les images et les annonces se suivent et se ressemblent sur les médias ougandais.

A en croire Kampala, les succès s'enchaînent pour les quelques 1700 soldats ougandais déployés au pays.

Kampala semble vanter les siens quand bien même le bilan sur terrain est plus que mitigé.

Evidemment, les opérations militaires communes, appuyées par des raids aériens ougandais, ont permis de libérer des otages, d'arrêter des membres des ADF et de prendre plusieurs de leurs camps dont Kambi ya jua, une importante base du groupe. Mais les attaques ADF continuent dans l'Est de la RDC, et c'est même dans la petite zone où les forces ougandaises sont déployées. A cet égard, l'attentat-suicide qui a tué huit personnes dans un bar bandé de Beni-ville, le 25 Décembre 2022, au lendemain de la prise de Kambi ya jua, est une véritable provocation des ADF, sachant que les forces ougandaises entourent la ville.

Certes, la mutualisation des forces a enregistré quelques succès, mais ils sont maigres. Les forces ougandaises ne sont déployées que dans une zone réduite du Nord Kivu et de l'Ituri alors que les ADF opèrent aussi à d'autres endroits de ces Deux provinces. De plus, même là où l'armée ougandaise est présente, les attaques ADF s'y poursuivent.

Plus fondamentalement, ces opérations illustrent Deux facteurs expliquant les échecs des réponses apportées par Kinshasa, depuis plus de 25 ans, à l'insécurité dans ses provinces de l'Est. Premièrement, l'approche militaire devrait être accompagnée des mesures économiques et sociales visant à résoudre les causes profondes de l'insécurité, telles que les conflits fonciers ou l'avenir professionnel des jeunes. Deuxièmement, elle devrait être soutenue par une coopération régionale étroite et ambitieuse de sécurité impliquant les quatre principaux pays des Grands Lacs (RDC, Ouganda, Rwanda et Burundi).

C'est en réaction de ce deuxième objectif que l'exécutif congolais a invité les troupes de l'EAC même si l'on ne connaît pas encore le bilan.

L'association avec les forces ougandaises était de loin une évidence. Personne en RDC n'a oublié l'occupation par l'Ouganda de larges territoires du Nord Kivu et l'Ituri à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La CIJ a d'ailleurs ordonné à l'Ouganda, le 9 Février 2022, de verser 325 millions de dollars à la RDC pour les divers dommages causés à cette époque. Mais le président de la République ayant fait de la sécurité dans l'Est du pays l'une de ses priorités, il a tendu la main à ses voisins dans le but d'apporter une réponse militaire robuste et rapide dans cette région (xxx, Un pacte avec le diable, ).

Pour tout compte fait, chacune des troupes invitées le fut pour une cause spécifique. Mais ces invitations prouvaient en suffisance l'incapacité de l'Etat congolais à défendre l'intégrité de son propre territoire.

Beaucoup d'autres troupes ont déjà été invitées sur le territoire congolais (celles de la SADC, Zimbabwéennes, angolaises, namibiennes, etc.) mais nous, nous n'avons invoqué que celles présentes au pays au moment de la rédaction du présent article.

Ainsi, dans les restes des lignes, il sera question d'affirmer ou d'infirmer l'efficacité de chacune des troupes à en croire au choix des étudiants de l'Institut Supérieur de Commerce de Butembo sur qui a porté

l'étude (sur les 380 inscrits en l'exercice 2022-2023, nous avons choisi un échantillon de 360 étudiants). Les étudiants ont répondu à nos questions en février 2023.

En rapport avec chacune des troupes, nous avons élaboré dix questions auxquelles les étudiants ont apporté des réponses. Au total, nous leur avons administré une série de trente questions. A chacune des questions, l'enquêteur devait répondre par oui ou non. Point n'est besoin d'y revenir puisque nous les annexerons à la présente étude. C'est la raison pour laquelle nous allons vers l'interprétation des résultats.

### III. Des questions administrées aux enquêtés et de l'interprétation des résultats

Cette section est subdivisée en Trois parties : les résultats qui se rapportent à la MONUSCO, présente au pays pendant bientôt 25 ans ; ceux ayant trait aux troupes de l'EAC et ceux relatifs aux troupes ougandaises (UPDF).

Des réponses des enquêtés en rapport avec la présence de la MONUSCO

°	Tranches d'âge et Réponses								Cumule enquêtés				Total enquêtés
	15-20				21-25				Oui	%	Non	%	
	Oui	%	Non	%	Oui	%	Non	%					
01	16	14.5	0	0	14	20	1	1.4	30	16.6	1	0.5	31
02	6	5.4	7	6.3	1	1.4	13	18.5	7	3.8	20	11.1	27
03	0	0	5	4.5	0	0	12	17.1	0	0	17	9.4	17
04	11	10	20	18.1	8	11.4	11	15.7	19	10.5	31	17.2	50
05	20	18.1	10	9	8	11.4	11	15.7	28	15.5	21	11.6	49
06	18	16.3	10	9	12	17.1	5	7.1	30	16.6	15	8.3	45
07	3	2.7	5	4.5	4	5.7	5	7.1	7	3.8	10	5.5	17
08	3	2.7	19	17.2	2	2.8	5	7.1	5	2.7	24	13.3	29
09	7	6.3	19	17.2	3	4.2	7	10	10	5.5	26	14.4	36
10	26	23.6	15	13.6	18	25.7	0	0	44	24.4	15	8.3	59
S/total	110	100	110	100	70	100	70	100	180	100	180	100	360

Source : nos enquêtes

Il est à noter que 16,6% contre 0,5% savent que la MONUSCO est présente en République Démocratique du Congo. 11, 1% contre 3,8% de nos enquêtés soutiennent haut et fort que la MONUSCO a été dans l'impossibilité de sécuriser la République Démocratique du Congo. 9,4% sont d'accord que la MONUSCO n'a pas su arrêter la progression des principaux agents causaux de l'insécurité. 17,2% contre 10,5% placent la MONUSCO dans le même sac que ceux qui insécurisent la RDC. Pour eux, la MONUSCO n'a pas contribué à la régression de l'insécurité.

A ce sujet, le Chef de Travaux Bernard KAMBERE MUHIWA KAMUHA, mena ses recherches dans une zone où est localisé le massacre des civils à Beni, écrivait : « la population indexe la MONUSCO d'être impliqué dans le massacre des civils. Les casques bleus refusent d'intervenir en présence des ADF, sous prétexte de la présence des enfants dans les rangs de ces terroristes. Le passage de l'hélicoptère de la MONUSCO annonce la commission des massacres des civils. Ils servent de logistique dans le déplacement. Les effets « made MONUSCO » (biscuits, sardines, etc.) sont rencontrés de fois sur le lieu des massacres. Parfois, les casques bleus se soustraient en face des ADF. Grave encore, les massacres sont commis à proximité ou à

moins de 800 m de la grande base de la MONUSCO sans aucune intervention. Les attaques de la localité de Mavivi, Mamove et environs en sont la preuve» (Bernard KAMBERE MUHIWA KAMUHA, 2022).

Selon certains rescapés, les ADF opèrent avec des enfants, des femmes dans leurs rangs. Mais nous, nous pensons qu'à partir du moment où des femmes et des enfants sont entraînés pour égorger les civils alors ils sont eux-mêmes des cibles militaires. Par conséquent, l'argument avancé par la MONUSCO ne tient pas debout, c'est tout simplement un prétexte fallacieux.

Ce scepticisme né de l'incapacité de la MONUSCO à imposer la paix là où elle est menacée d'extinction est partagée par la plupart des congolais habitant les zones en conflits. Cela crée un sentiment anti-MONUSCO dans le chef de la population.

Et pour preuve, les habitants ont manifesté dans la rue à Butembo, la première ville commerciale de la province du Nord Kivu, pour contraindre la MONUSCO à plier bagage le 26/07/2022. Certes, la manifestation s'est soldée par mort d'hommes : Trois membres de la MONUSCO dont Deux indiens et un marocain et un blessé ; et coté manifestants, 7 morts et plusieurs blessés. A Goma (à l'occasion d'une marche organisée le même jour), l'on a recensé 5 morts du côté des manifestants. La méfiance vis-à-vis de cette force internationale s'est accrue et elle a été contrainte de fermer sa base de Butembo. Elle n'est plus présente qu'à Beni, Mulo, Goma et ailleurs.

On n'en a pas fini avec des marches anti-MONUSCO. La dernière en date est celle organisée par une secte mystico-religieuse, le Mercredi, 30/08/2023 à Goma, le chef-lieu de la province du Nord Kivu. Malheureusement, la marche s'est soldée par un bain de sang. Cette répression sanglante a tué plus de cinquante civils.

Les manifestations de ce genre font légion en province du Nord Kivu mais ne reçoivent toujours pas un écho favorable du côté gouvernement. Le jour où le gouvernement emboîtera les pas à l'opinion publique alors cette mission qui n'a que trop duré débarquera sans aucune autre forme de procès.

Heureusement, le président de la République a compris. Dans son récent discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies de Septembre 2023, il a plaidé pour le départ de la MONUSCO avant 2024. Reste à savoir si cela recevra un écho favorable du côté du conseil de sécurité des nations unies.

Ce qui se passe en RDC est différent de ce qui se passe sous d'autres cieux.

Au Mali par exemple, c'est le gouvernement qui a pris l'initiative de chasser les troupes étrangères. Contrairement à la RDC où c'est seulement la population de l'Est qui semble en avoir marre avec les troupes de l'ONU.

15,5% contre 11, 6% pensent que l'insécurité a maintenu le statu quo en présence de la MONUSCO. D'où, avant l'arrivée de la MONUSCO est égale à pendant la présence de la MONUSCO. 16,6% contre 8,3% crucifient le sort de la MONUSCO en confirmant que sa présence a contribué à l'accroissement de l'insécurité. Quant au renforcement des troupes de la MONUSCO sur terrain, nos enquêtés sont catégoriques et répondent par la négative. 5,5 % contre 3,8 % s'opposent à tout renforcement des troupes de l'ONU sur terrain.

Au sein des Nations Unies, il y existe une brigade dite d'intervention (elle est composée de plus de 3000 hommes venus de la Tanzanie, Malawi, RSA, etc.), elle est chargée, comme le nom l'indique, d'intervenir pour imposer la paix où elle est menacée d'extinction. A la question de savoir si celle-ci peut être maintenue sur terrain, nos enquêtés sont catégoriques et refusent toute proposition qui irait dans ce sens. 13,3 % contre 2,7% sont à total désaccord à une proposition de maintenir la brigade d'intervention sur terrain.

En même temps que les congolais désapprouvent la MONUSCO sur terrain, ils le font pour leur propre armée, la FARDC. A une question de savoir si les FARDC peuvent faire face au massacre sans les autres armées, nos enquêtés refusent cela. 14,4% contre 5,5% sont sceptiques quant à la proposition de laisser les FARDC seules sur terrain.

La réponse de nos enquêtés à cette question ne peut nullement surprendre tout congolais accablé par le massacre en particulier et l'insécurité, en général. Des militaires congolais, voire même de hauts gradés ont été accusé soit d'avoir massacré, soit d'avoir favorisé le massacre, soit de n'avoir pas intervenu quand les civils sont égorgés alors qu'ils ont même été prévenus. C'est là où les civils s'interrogent s'il s'agit d'une minimisation de la question ou tout simplement d'une complicité. De nombreux témoignages des rescapés affirment que les FARDC sont parfois prévenues qu'il y aurait un massacre mais à la plus grande surprise, ils ne fournissent aucun effort pour l'empêcher. Même quand elles semblent intervenir, elles viennent plusieurs heures après le passage de l'ennemi. C'est comme qui dirait, elles viennent constater les dégâts comme tout le monde. Bref, à Beni-ville, secteur de Ruwenzori, secteur de Beni-Mbau, chefferie des watalinga et chefferie des Bashu restent concernés par ces atrocités des groupes armés dont les ADF sous l'œil impuissant des services de sécurité de la République et de la MONUSCO (Bernard KAMBERE MUHIWA KAMUHA, 2022).

Face à une situation de désespérance accrue, nos enquêtés pensent qu'il faille même retirer les troupes de la MONUSCO sur terrain et abandonner ainsi la population à son triste sort. C'est en tout cas ce qu'affirment 24, 4% contre 8,3% de nos personnes –ressources. Les enquêtés sont ainsi motivés puisque les civils sont égorgés dans une zone sur militarisée par les FARDC et où est concentrée la plupart des troupes de l'ONU.

Pendant bientôt 25 ans, la MONUSCO a été dans l'impossibilité d'imposer la paix et de pratiquer le Chapitre VII de la charte des nations unies.

Conscient de l'échec cuisant de la mission la plus importante et la plus coûteuse de l'ONU avec un budget de plus d'un milliards de dollars américains, le gouvernement congolais s'est tourné vers une autre organisation Internationale à vocation sous -régionale. Il s'agit bien évidemment de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est « EAC ».

**Tableau n°2 : Les réponses de nos enquêtés en rapport avec l'arrivée des troupes de l'EAC**

°	Tranches d'âge et Réponses								Cumule enquêtés				Total enquêtés
	15-20				21-25				Oui	%	Non	%	
	Oui	%	Non	%	Oui	%	Non	%					
01	27	24.5	4	3.6	17	24.8	2	2.8	44	<b>24.4</b>	6	3.3	50
02	4	3.6	27	24.5	3	4	9	12.8	7	<b>3.8</b>	36	20	45
03	4	3.6	26	23.6	0	0	10	14.2	4	<b>2.2</b>	36	20	40
04	9	8.1	14	12.7	8	11.4	7	10	17	<b>9.4</b>	21	11.6	38
05	9	8.1	9	8.1	3	4	7	10	12	<b>6.6</b>	16	8.8	28
06	10	9	5	4.5	13	18.5	6	8.5	23	<b>12.7</b>	11	6.1	34
07	10	9	6	5.4	8	11.4	8	11.4	18	<b>10</b>	14	7.7	32
08	4	3.6	9	8.1	1	1.4	7	10	5	<b>2.7</b>	16	8.8	21
09	3	2.7	6	5.4	0	0	8	11.4	3	<b>1.6</b>	14	7.7	17
10	30	27.7	4	3.6	17	24.2	6	8.5	47	<b>26.1</b>	10	5.5	57
S/total	110	100	110	100	70	100	70	100	180	<b>100</b>	180	100	360

Source : nos enquêtes

Ce qu'il convient de rappeler, de prime abord, c'est que bon nombre de nos enquêtés savent que les troupes de l'EAC interviennent sur le sol congolais pour combattre les rebelles du M23 que les médias qualifient de M23- RDF en raison de leur lien avec le Rwanda. C'est ainsi que 24% contre 3,3% sont informés de la présence des troupes de l'EAC sur le sol congolais. Ce qui est ahurissant c'est que la présence des troupes sous régionales ne signifie pas pour autant que le M23 ne va pas progresser. C'est ce qui fait que 20% de nos enquêtés contre 3,8% sont convaincus que malgré la présence des troupes de l'EAC, le M23 va progresser vers Goma, le chef-lieu de la province du Nord Kivu. 20% de nos enquêtés sont convaincus que la présence des troupes de l'EAC ne va pas faire fléchir le M23.

Ce positionnement de nos enquêtés va dans le même sens que la déclaration de la force sous-régionale. Le Kenya qui commande cette force déclarait par le biais de son président : « la force de l'EAC est une force d'interposition et non une force d'imposition de la paix ».

11,6% contre 9,4% des enquêtés affirment que les troupes de l'EAC ne peuvent pas décélérer le rythme du M23.

A la question de savoir si la présence des troupes de l'EAC a contraint le M23 de ne pas avancer, nos enquêtés n'y croient pas puisque 8,8% contre 6,6% répondent par la négative. Nos enquêtés sont restés perplexes vis-à-vis des résultats des troupes de l'EAC. Ils pensent même qu'elles ont favorisé l'avancée du M23 vers Goma, le centre des institutions provinciales du Nord Kivu. Et 12,7% contre 6,1% corroborent cela.

Quoi qu'il en soit, 10% contre 7,7% prétendent que les troupes de l'EAC peuvent être relevées sur terrain.

Cherchant à savoir si les troupes de l'EAC peuvent travailler de mèche avec celles de la MONUSCO en vue de mettre fin à l'aventure du M23, nos enquêtés sont catégoriques et ne veulent pas en entendre parler. 8,8% contre 2,7% s'opposent irréfutablement à une proposition qui irait dans ce sens.

7,7% contre 1,6% refusent que les FARDC viennent relever les troupes de l'EAC sur terrain. Cette façon de réfléchir de nos enquêtés est plus que logique puisque certains militaires loyalistes, c'est-à-dire, une frange au sein des FARDC a été accusé d'avoir facilité la prise de la cité de Bunagana par le M23. Ces traîtres ont quitté leur position prétextant qu'il s'agissait d'un repli stratégique c'est alors que le M23 s'est emparée de la cité. Les rebelles du M23 se sont emparés de la ville de Bunagana, frontalière de l'Ouganda dans l'Est de la RDC après des combats contre l'armée congolaise dont certains éléments se sont repliés vers l'Ouganda. « L'armée vient de céder en entrant en Ouganda » (Damien Sebusanane, 2022) a déclaré à Voaafricque un responsable de la société civile locale. En même temps, les rebelles du M23 se sont servis du sol ougandais pour lancer un assaut sur bunagana, un important poste frontalier situé à l'intersection entre le Rwanda et l'Ouganda. C'est ce que les congolais n'arrivent pas à comprendre. Un Etat qui se dit ami accepte quand même que les

rebelles partent de son territoire pour attaquer la RDC. Ce même Etat a fourni des troupes à l'EAC et il en a

°	Tranches d'âge et Réponses								Cumule enquêtés				Total enquêtés
	15-20				21-25				Oui	%	Non	%	
	Oui	%	Non	%	Oui	%	Non	%					
01	19	17.2	3	2.7	19	27.1	3	4.2	38	21.1	6	3.3	44
02	5	4.5	12	10.9	1	1.4	12	17.1	6	3.3	24	13.3	30
03	8	7.2	12	10.9	6	8.5	10	14.2	14	7.7	22	12.2	36

fourni d'autres pour combattre ADF. Il s'agit tout simplement d'une amitié de façade. Pire encore, certains généraux au sein des FARDC ont fait défection pour rejoindre un camp ennemi. Ceci n'est pas un phénomène nouveau. Il s'agit d'un cours d'histoire qui suit la même trajectoire. Ça rappelle tout simplement l'origine du M23. Ce n'est un secret pour personne, le M23 est constitué d'anciens militaires FARDC qui ont « trahi la nation » mais malheureusement qui continuent à revendiquer des postes de responsabilité dans le gouvernement congolais. C'est une poignée des Tutsi qui se disent congolais qui a été infiltrée dans l'armée congolaise par Kigali en vue de déstabiliser le pays.

A l'époque où cette poignée d'infiltrés était dans l'armée (et d'ailleurs ses collaborateurs sont encore dedans) c'était comme une épine dans le soulier.

Quand l'on demande à nos enquêtés si les troupes de l'EAC peuvent partir, ils avalisent la proposition et pour ce faire, 26.1% contre 5,5% sont d'accord avec cela.

Et pour preuve, répondant à l'appel de divers mouvements citoyens de la ville de Goma, plusieurs dizaines de personnes ont protesté Mercredi, 18 Janvier 2023 contre la présence de cette force Est africaine déployée depuis Novembre 2022 dans la région pour lutter contre le M23. Les manifestants s'insurgeaient contre le fait que les militaires de l'EAC préfèrent circuler dans des véhicules à Goma au lieu de se rendre sur le champ de bataille. Ils scandaient des champs hostiles à la force sous – régionale avec comme slogan en Kiswahili « *askari rafiki ni wanafiki* », entendez « *des militaires amis sont des hypocrites* ».

Dans cette même logique de trahison, l'armée ougandaise a été accusée d'avoir facilité le M23 de s'emparer de Bunagana. Il y a lieu de rappeler que l'Ouganda fait partie de l'EAC.

De même, la ville de Bukavu est entrée dans la danse le Mois suivant. C'est le Mercredi, 1<sup>er</sup> Février 2023 que les principales organisations de la société civile ont manifesté contre la présence de la force sous régionale. Les troupes de l'EAC tout comme celles de la MONUSCO sont accusées d'inaction face à la montée en flèche du M23. Les manifestants en colère déclarent même « la Eastern African Community » se comporte comme une M23 bis parce que là où le M23 se retire, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est vient s'y interposer empêchant ainsi aux forces loyalistes d'y accéder. Et nous sommes malheureux par rapport à la francophonie qui se tait et qui ne dit rien, l'Union Africaine qui se tait et qui ne dit rien » (Contant KOKO MUDEKEREZA, 2023).

Cette marche de colère a lieu pendant qu'un sommet de la francophonie tient sa cour en Afrique.

Tout comme la MONUSCO a perdu son crédit dans le chef des congolais, il en est de même pour l'EAC. Que faut-il faire alors ?

Le gouvernement congolais se tourne vers l'armée régulière de l'Ouganda pour essayer de juguler la crise.

**Tableau n°3 : Les réponses de nos enquêtés en rapport avec UPDF**

04	12	10.9	13	11.8	8	11.4	9	12.8	20	<b>11.1</b>	22	12.2	42
05	13	11.8	12	10.9	9	12.8	8	11.4	22	<b>12.2</b>	20	11.1	42
06	13	11.8	11	10	10	14.2	4	5.7	23	<b>12.7</b>	15	8.3	38
07	5	4.5	13	9	5	7.1	3	4.2	10	<b>5.5</b>	16	8.8	26
08	5	4.5	11	10	2	2.8	2	2.8	7	<b>3.8</b>	13	7.2	20
09	18	16.3	9	8.1	6	8.5	5	7.1	24	<b>13.3</b>	14	7.7	38
10	12	10.9	14	12.7	4	5.7	14	20	16	<b>8.8</b>	28	15.5	44
S/total	110	100	110	100	70	100	70	100	180	<b>100</b>	180	100	360

Source : nos enquêtes

Pas mal de nos enquêtés savent que l'armée régulière ougandaise est présente au pays en vue de combattre ADF, le groupe rebelle le plus virulent pour le moment dans la région. 21.1% contre 3.3% de nos enquêtés savent que UPDF a été invité par le gouvernement congolais pour cet objectif. ADF est une rébellion d'origine ougandaise. Si l'Ouganda a été invité, c'était aussi dans l'objectif de venir neutraliser les siens. Officiellement, l'Ouganda intervient au pays à travers deux missions : en tant que membre de l'EAC, l'Ouganda dispose de 2000 soldats qui opèrent en RDC sous la houlette de l'Organisation Internationale. Ce contingent est présent à Bunagana, Chengerero, Rutshuru et Kiwanja. Il est sous le commandement du Kenya.

D'autres militaires ougandais étaient déjà présents en RDC depuis Novembre 2022 dans le cadre d'une coopération bilatérale interétatique. Cette invitation tout comme les autres est une preuve de plus que la RDC est dans l'impossibilité de s'assumer comme Etat.

13,3% contre 3,3% disent que l'arrivée de UPDF n'a pas arrêté le massacre des civils. 12,2% contre 7,7% disent que la présence de l'armée ougandaise n'a pas contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire de Beni et environs. 12,2% contre 11% sont convaincus que UPDF n'as pas régressé le massacre. 12,2% contre 11,1% disent que le massacre a maintenu le même rythme même en présence de l'armée ougandaise. 12,7% contre 8,8% pensent que le massacre a redoublé de vitesse en présence des militaires ougandais. 8,8% contre 5.5% refusent que les militaires ougandais soient maintenus seul sur le champ de bataille. 13, 3% contre 7,7% sont favorables quant à laisser seul UPDF mené la barque.

A la question de savoir si UPDF peut être retiré sur terrain, nos enquêtés répondent par non. Pour cette question, le « non » l'emporte avec 15,5% contre 8,8%. Et c'est une sorte de rétropédalage.

Par-dessus le marché, les réponses aux Neuf questions précédentes vont dans le même sens. Elles n'accordent pas trop d'avantages à l'armée ougandaise. Ce qui n'est pas étonnant puisque le massacre des civils n'a jamais cessé et il a même atteint le pic pendant que les troupes ougandaises sont présentes au pays. Et logiquement parlant, à la dixième question, nos enquêtés recommanderaient que l'armée ougandaise retourne au bercail avec une courte honte. Mais à la plus grande surprise, il n'en a pas été question puisque nous sommes dans un contexte où l'armée ougandaise ne peut pas trouvée de supplétif en RDC. L'armée congolaise (quelques têtes dans l'armée et surtout des généraux) qui est censée protéger les civils et défendre l'intégrité territoriale est elle-même accusée de collaborer avec les égorgeurs. Entre Deux maux, il faut en choisir le moindre, dit-on. C'est ainsi que nos enquêtés préfèrent quand même que UPDF reste sur terrain. Ce n'est pas que UPDF fait des merveilles. Cette position traduit sans nul doute un sentiment d'exaspération dans lequel la population est plongée de suite d'un carnage qui n'a que trop duré. Les enquêtés manquent sur quel saint se voué.

C'est un véritable drame humanitaire auquel nous assistons dans la partie Est de la RDC. Pour le seul massacre de Beni, le député national, Tembos YOTAMA et le député provincial, Maître MBENZE YOTAMA parlent de plus de 15501 morts (TEMBOS YOTAMA et MBENZE YOTAMA, 2022). Et jusque-là, l'ONU refuse de parler d'un génocide et de qualifier le Rwanda comme un Etat agresseur et pourquoi pas d'un Etat terroriste. Le fameux génocide rwandais de 1994 a décimé plus de 800.000 morts selon les nations unies, les attentats de la World Trade Centre ont tué 3000 morts aux Etats Unis d'Amérique et la presse internationale était plus que mobilisée pour une couverture médiatique sans relâche. Mais pour le cas de la RDC, personne ne s'en préoccupe. Ça semble être un fait divers. Est-ce le manque d'information ou un silence complice de la part de la communauté internationale ?

Les autres littératures parlant du nombre des victimes en RDC, ramènent le chiffre à plus de Dix millions de morts et c'est toute la population de la Danemark et de la Belgique. Un tel niveau de manipulation et une telle obsession de la cruauté chez un groupe ethnique est inédit en Afrique. De son ampleur et ses méthodes, la criminalité des extrémistes Tutsi n'a pas d'équivalent dans l'histoire du continent africain (Charles ONANA, 2009).

Notre constat c'est que les nations unies qui vont bientôt passer un quart de siècle au pays sont dans l'impossibilité d'imposer la paix et d'appliquer le chapitre 7 de la charte qui porte leur création. Cela ne peut surprendre personne puisque nous le savons, depuis 1945, il n'y a aucun Etat sur la planète terre qui a déjà été libéré par l'ONU. Et les exemples arguant dans ce sens font légion : le génocide a éclaté au Rwanda en 1994

pendant que la MINUAR était sur place ; la guerre civile a éclaté au Sierra Léone et la MINUSIL n'a pas su la prévenir, la guerre civile l'a emporté au Burundi et l'ONUB était dans l'impossibilité de la contenir et que dire du conflit russo-ukrainien dans lequel l'ONU est totalement absente ? N'eût été l'intervention de l'OTAN et des Etats Unis comme Etat, l'Ukraine serait peut être effacée sur la carte de l'Europe.

Là où l'ONU a échoué, l'on a invité les forces de l'EAC. Et à un observateur de s'interroger si là où les forces mondiales ont échouées, une force sous- régionale moins équipée que l'ONU disposerait de quelle manœuvre pour l'emporter ? Pire encore, une force régionale aux yeux concupiscants vis-à-vis des richesses naturelles du pays. Qui vivra verra !

Ce pessimisme persiste de même pour l'Ouganda invitée au pays alors qu'elle-même veut étendre sa zone d'influence économique sur une partie de la RDC. Le mariage entre la RDC et l'Ouganda est un pacte signé avec le diable. C'est comme quiconque contraindrait une victime innocente de se marier avec son bourreau.

Que faire donc pour juguler la crise d'un Etat où il y a une génération qui n'a connu que la guerre ? Les Relations Internationales nous offrent une voie de sortie de l'auberge. Il est plus qu'urgent que nous prenions en considération la conception réaliste en Relations Internationales. « *Le réalisme ne repose plus sur la morale ou sur le projet d'une société d'une paix volontaire. Les réalistes estiment qu'à la force il faut opposer la force, c'est-à-dire que la sécurité dérive de la domestication de la violence par la menace d'une contre- violence* » (NGUWAY KPALAINGU KADONY, *Une Introduction aux Relations Internationales Africaines*, 2007).

Nous basant sur cette approche réaliste en Relations Internationales, il est plus que souhaitable que nos FARDC montent en puissance en vue de combattre les envahisseurs. Les traîtres et les infiltrés qui sont dans l'armée doivent y être extirpés en vue de permettre le nationalisme de s'installer petit à petit dans ce secteur de défense. L'armée devrait être pourvue en armes et munitions et combattre efficacement aux côtés du peuple congolais. Ce ne sont pas les autres qui viendront combattre et mourir à lieu et place des congolais. Il revient aux congolais eux-mêmes de prendre leur destin en main. Lorsque la patrie est menacée, il revient à l'armée loyaliste de riposter par une réponse appropriée.

#### IV. Conclusion

Malgré la présence des troupes étrangères sur le sol congolais, l'insécurité reste un défi à relever. C'est un véritable paradoxe puisque la présence des Organisations Internationales vaut, en principe, sécurité.

Et comme l'insécurité l'emporte en RDC, le pays est le berceau de tous les maux : capitale mondiale des violences sexuelles, salaires modiques et misère de bohème, infrastructures (scolaires, routières, sanitaires,...) en délabrement avancé ou quasi-inexistantes, corruption, injustices sociales, pauvreté accrue de la masse et j'en passe.

Et que dire donc des guerres, des conflits tribalo-ethniques, des massacres des civils, des rebellions et des miliciens qui se sont donnés un rendez-vous dans un Etat dit démocratique ?

La RDC est aujourd'hui le seul Etat de la planète terre qui renferme le plus des milices et des rébellions. Chaque ethnie dispose d'une milice dans les provinces de l'Est. L'on parle de plus de Cent rébellions opérant sur le sol congolais. Le président rwandais Paul Kagame donne même une précision là-dessus. Il parle de 120 groupes armés présents au pays. Le pays compte à l'heure actuelle Cinq millions des déplacés internes (Nord-Kivu, Sud Kivu et Ituri) dont un Millions sont ceux qui fuient les combats imposés par la coalition M23-RDF (RFI, édition du journal matinal de 8h30', 2023).

Faut-il se complaire et assister passivement au drame qui a lieu actuellement au pays ? La réponse c'est non. Et c'est la raison pour laquelle nous avons proposé l'approche réaliste pour juguler la crise. Les congolais doivent prendre désormais leur destin en main. Les vaillants militaires (parfois sacrifiés sur le champ de bataille) devraient pouvoir monter en puissance en vue de sauver la patrie en danger. Pour en arriver là, l'exécutif congolais doit extirper dans l'armée les infiltrés qui travaillent à la solde de Kigali et d'autres puissances caractérisées par la trahison et la complaisance.

Malheureusement, la question de la RDC est quelque peu médiatisée et même quand elle l'est c'est souvent le mensonge qui est colporté. C'est une médiatisation qui a tendance à victimiser davantage les victimes et innocenter les vrais bourreaux. Et cette façon de faire a été façonnée de toute pièce par le tutsi power puisque sa stratégie est basée sur la supercherie.

Grâce au mensonge, à l'intimidation et à la propagande sur le « *génocide du Rwanda de 1994* », ces militants du tutsisme ou nazisme tropical – ont réussi à banaliser l'extermination programmée de plus de Six Millions de congolais. C'est ainsi que s'est installé au cœur de la tragédie du Congo, une grossière conspiration du silence et du mensonge, point de départ d'autres drames à venir et déjà envisagés en Afrique centrale (Charles ONANA, *Ces tueurs Tutsi au coeur de la tragédie congolaise*, 2009).